

DEUX DE SES DERNIERS ÉLÉMENTS ARRÊTÉS HIER

La fin de katibat El-Ansar

Selon un communiqué rendu public par le ministère de la Défense nationale, deux terroristes ont été arrêtés hier à l'aube. «Dans le cadre de la lutte antiterroriste et grâce à l'exploitation efficace de renseignements, un détachement de l'ANP a arrêté, à l'aube d'aujourd'hui 26 octobre 2016, deux terroristes à Boumerdès (1^{re} Région militaire), en possession d'un pistolet mitrailleur de type kalachnikov, un fusil semi-automatique de type Simonov, une quantité de munitions, une paire de jumelles, une caméra et trois téléphones portables», lit-on dans ce communiqué.

Selon nos sources, les deux terroristes ont été arrêtés au village de Sahel Bouberek, à moins d'une dizaine de kilomètres de l'ouest de la commune de Sidi-Daoud (est de la wilaya de Boumerdès). L'un des terroristes a été identifié. Il s'agit de Abbès Lyès, âgé de 25 ans. Il est monté au maquis il y a 4 ans. Le second serait natif de la commune de Ouled Aïssa, municipalité limitrophe de celle de Sidi Daoud.

Les deux hommes armés, qui appartiennent au résiduel de katibat El Ansar d'Aqmi, ont été arrêtés sans qu'ils fassent acte de résistance, au domicile parental de Abbès où ils ont passé la nuit.

D'après nos informations, il ne reste que 4 terroristes originaires de Sidi Daoud en activité dans la région du massif montagneux de Bouberek. Mais ces derniers ne se font pas remarquer. Avec ces deux arrestations, on peut considérer que les services de sécurité sont sur la voie de donner le coup de grâce à ce qui reste de katibat El Ansar qui était, rappelons-le, le fer de lance des GIA,

du GSPC et d'Aqmi dans la partie orientale de la wilaya de Boumerdès. En effet, il y a quelques jours, un dangereux émir a été éliminé à Baghlia, commune limitrophe avec celle de Sidi Daoud.

L'émir racketteur des fellahs de la plaine du Sebaou abattu

Jeudi 6 octobre, les éléments de l'ANP (Armée nationale populaire) en opération, certainement spéciale, au petit village de Ben Arous, dans la commune de Baghlia à l'est de la wilaya de Boumerdès, ont éliminé un terroriste qu'ils qualifient de dangereux.

Nos contacts au niveau de Baghlia attribuent, en effet, à ce terroriste de 42 ans (né en 1974) qui est monté au maquis en 1994, des responsabilités sur ce qui reste d'éléments armés en errance dans la riche plaine du Sebaou.

Ce terroriste est également montré du doigt pour avoir été longtemps le collecteur principal de l'argent du racket des fellahs de la région. Le communiqué du MDN, qui avait



Un succès pour l'ANP.

Photo : DR

rendu public l'information sur l'opération, donne l'identité du terroriste. Habituellement, les services de sécurité prenaient le temps nécessaire à l'identification. Or, comme il s'agissait d'une opération ciblée et d'une prise importante, ils avaient rapidement communiqué l'identité du terroriste pour rassurer la corporation des fellahs. Concernant cette cible, il s'agit d'un certain H. Djamel âgé de 42 ans qui a rejoint les rangs des terroristes en 1994.

Cet élément avait donc fait partie des GIA en 1994 avant de suivre Hassan Hattab qui a créé le GSPC (Groupe salafiste de prédication et de combat) lequel groupe deviendra Aqmi (Al Qaïda islamique au Maghreb) sous les ordres de Abdelmalek Droukdel. Selon nos sources, le terroriste, qui faisait partie du résiduel de katibat El Ansar, se faisait également appeler Djamel Ksili. Il est natif du village de Chemaïchia, dans la commune de Sidi Daoud que

sépare Oued Sebaou de la municipalité de Baghlia.

Après les tentacules, la tête

Effectivement, ce terroriste était dangereux dans la mesure où il cumulait une expérience criminelle de 22 ans dans une région qu'il connaissait parfaitement. Il avait, par ailleurs, fait ses classes auprès des plus redoutables émirs qui ont constitué la principale ossature de la zone 2 (Tizi-Ouzou, Boumerdès, Bouira) du GSPC. Il y a lieu de rappeler que Hassan Hattab avait commencé sa vie d'émir national du GSPC en installant son PC (poste de commandement) sur les hauteurs de Sidi Daoud.

Djamel Ksili avait, en outre, côtoyé un autre grand nom du terrorisme algérien. Il s'agit de Abdelhamid Saâdaoui, alias Yahia Abou Haytem — abattu en novembre 2007 près de Tizi-Ouzou — fondateur de katibat El

Ansar, qui fut à un moment donné la phalange la plus importante du GSPC.

Djamel Ksili a aussi fait ses classes avec un autre redoutable émir, Zoheir Herrak en l'occurrence, alias Abou Haidara, natif de Sidi Daoud, également éliminé à Tizi-Ouzou en 2007 par les services secrets de l'armée. C'est en ce sens que l'opération du 6 octobre est à inscrire dans la liste des succès de l'ANP d'autant plus que le terroriste en question activait dans le triangle d'or de l'est de la wilaya de Boumerdès. Et pour cause, le triangle comprenant Sidi-Daoud, Baghlia et Dellys constituait une région-clé pour les mouvements islamistes radicaux où ils rackettaient les fellahs de cette plaine hautement fertile et où les pilleurs de sable du littoral de l'est de Boumerdès ou de l'oued Sebaou payent les dîmes aux terroristes bien organisés pour prendre leur part de cette manne financière.

Autre constatation, depuis quelque temps, on note que ce sont les terroristes des années 1990, comme c'est le cas pour Djamel Ksili, qui sont abattus par l'armée. En clair, la source de recrutement s'est tarie et comme ces émirs n'ont plus de nouvelles recrues à charge du sale boulot et constituant la chair à canon, c'est forcément eux qui sont en confrontation directe avec les services de sécurité. Après avoir taillé les tentacules, l'armée est proche de la tête du terrorisme.

Abachi L.

FLN

Ould Abbès réitère son appel aux redresseurs

Djamel Ould Abbès a présidé, hier mercredi, une réunion du bureau politique du Front de libération nationale, la première en sa qualité de secrétaire général du parti depuis son élection samedi dernier, au cours de la troisième session du comité central. Cette réunion, tenue à huis clos au siège du parti à Hydra, confirme, en soi, la feuille de route du nouveau patron du FLN : l'apaisement et la réunification du parti majoritaire.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - C'est ce qui explique, en fait, qu'Ould Abbès ait maintenu la composante du bureau politique telle qu'héritée par son prédécesseur, Ammar Saâdani. De même que sa décision de maintenir le staff qui compose son cabinet.

Ce premier contact avec les membres du bureau politique était l'occasion, selon une source proche de la direction du parti, pour le secrétaire général de dévoiler ses priorités à court et moyen terme ainsi que de répartir les tâches sur ces mêmes membres du BP en prévision des prochaines élections législatives et locales. «Il s'agit d'une réunion organique interne. D'où la suppression de la conférence de presse qu'animait l'ancien secrétaire général», nous confie-t-on de bonne source.

Les réunions du bureau politique se dérouleront désormais, toutes, de la même manière et ne seront sanctionnées que par un communiqué final. En somme, le parti retrouve ses traditions de l'avant-Ammar Saâdani. Il s'agit d'un communiqué où chaque mot est pesé. Ainsi, et après avoir félicité Ould Abbès pour son élection, le bureau politique reprend avec les traditions de bienséance en rendant hommage à l'ancien secrétaire général, Ammar Saâdani.

Au plan politique, le parti majoritaire réitérera, sans surprise, son soutien à Abdelaziz Bouteflika dont il loue «les efforts inlassables en vue de protéger les couches sociales les plus vulnérables et les citoyens aux bas revenus, à travers les mesures prises dans l'avant-

projet de la loi de finances et sur lesquelles son excellence le président de la République avait insisté, lors de la réunion du Conseil des ministres. De même qu'il avait insisté sur la nécessité de faire face à la crise économique induite par la baisse des prix du pétrole», lit-on dans le communiqué.

La transition étant toute faite, le parti majoritaire invite ses deux groupes parlementaires «à faire montre de vigilance, et à la mobilisation à l'occasion des débats à venir sur la loi de finances qu'ils doivent adopter pour préserver les grands équilibres financiers du pays». Au plan organique, le communiqué du bureau politique tenait «à rendre hommage aux militantes et militants pour leur mobilisation derrière leur direction et à leur tête, le secrétaire général, le frère docteur Djamel Ould Abbès».

Comme prévu, également, le bureau politique fait sien l'appel lancé récemment par le nouveau SG en direction des «redresseurs» et

de tous les mécontents contestataires de l'ancien patron du parti Ammar Saâdani.

«Le bureau politique invite tous les militants, à tous les niveaux, à se mobiliser comme un seul homme, en vue de renforcer les rangs du parti et sa place sur la scène politique et réaffirmer que les portes du parti sont ouvertes pour tous, sans exclusive, dans le cadre du strict respect des statuts et du règlement intérieur. Le bureau politique salue l'appel du secrétaire général lancé en direction de l'ensemble des militantes et militants en vue de réunifier les rangs pour faire face aux défis qui nous attendent et ce, dans l'esprit de la réconciliation dont les bases ont été créées par son excellence le président de la République, président du parti».

Depuis l'avènement de Djamel Ould Abbès à la tête du FLN, c'est un véritable forcing que le parti mène sur ce terrain. A l'évidence, l'objectif, fixé par Abdelaziz Bouteflika en personne, est de récupérer tous les «redresseurs» et,

SELON TAYEB LOUH

La réforme de la Cour suprême a commencé

Tayeb Louh, qui s'exprimait, hier mercredi, dans un point de presse au sortir d'une séance au Conseil de la nation consacrée à l'adoption du projet de loi fixant la composition du Conseil national des droits de l'Homme (CNDH) et les modalités de désignation de ses membres, ainsi que les règles relatives à son organisation et à son fonctionnement, a annoncé, en effet, l'ouverture, en fin de semaine écoulée, d'un atelier qui aura pour mission de «préparer un travail de réforme profonde de la Cour suprême».

Un travail qui «prendra le temps qu'il faudra» du fait de l'importance de cette étape du vaste chantier des réformes de la justice enclenchées ces dernières années. Chantier «important pour

l'avenir du pays» car, a expliqué encore le ministre, «la situation ne peut rester en son état actuel».

Ce chantier vise, entre autres, à diminuer de l'ampleur des pourvois en cassation auprès de la Cour suprême.

Faisant part de l'adoption par le gouvernement du projet de loi relatif à la réforme du tribunal criminel, Louh a, par ailleurs, loué les mérites de la médiation introduite dans le nouveau code de procédure pénale, en application depuis le 24 janvier dernier.

Ce nouveau mode de règlement alternatif dans le cas de diffamation, d'atteinte à la vie privée, d'abandon de famille, de destruction des biens d'autrui, de coups et blessures ou d'émission d'un chèque sans provision a

eu ses effets puisqu'il a directement impacté sur le nombre des audiences y afférentes avec une baisse sensible de l'ordre de 40%.

Un net gain de temps pour les tribunaux, ainsi allégés du poids de ces infractions dites mineures qui prennent parfois beaucoup de temps à la justice et ainsi laisser les magistrats se «consacrer aux dossiers importants».

Au sujet de ce projet de loi fixant la composition du Conseil national des droits de l'Homme (CNDH) et les modalités de désignation de ses membres, ainsi que les règles relatives à son organisation et à son fonctionnement, que les membres du Conseil de la nation ont adopté par 127 de ses membres (83 pré-

sents et 44 procurations), le ministre de la Justice, garde des Sceaux a soutenu que ce texte consacrait la «forte volonté politique de l'Algérie, à son plus haut niveau de responsabilité, de conforter et de promouvoir la protection des droits de l'Homme». Et d'estimer que toutes les normes contenues dans les conventions internationales ratifiées par le pays y sont avec, notamment, le principe de l'élection du président dudit conseil, sa composante plurielle et son autonomie financière et administrative.

Ceci en sus, a-t-il précisé, de ses larges prérogatives allant jusqu'à pouvoir entreprendre des investigations sur les cas de violations des droits de l'Homme.

Mohamed Kebci